

REPRENDRE FIBRE EXCELLENCE FACE AUX DERNIÈRES MANŒUVRES ET AUX COUPS BAS, L'ÉTAT DOIT AGIR !

Depuis le placement en redressement judiciaire du groupe Fibre Excellence, le 26 avril 2026, les rebondissements se succèdent. Les multiples annonces de la direction, de l'État et des différentes parties prenantes n'ont pourtant jamais entamé la détermination des salarié-es et de leurs représentant-es à défendre leurs emplois, leurs outils de travail et l'avenir de toute une filière industrielle.

Une première offre de reprise a été déposée par l'équipe dirigeante de l'entreprise, emmenée par son président, Jean-François Guillot. Dans le même temps, la Société de Participation de la Braye (SPB) a présenté une lettre d'intention portant sur les seuls sites de Saint-Gaudens et de Tarascon. Derrière cette proposition se profilait déjà une logique de démantèlement industriel, comparable à celle actuellement à l'œuvre sur le site de Condat. Si cette première offre demeurerait imparfaite, elle avait au moins le mérite d'exister et de pouvoir attirer d'autres investisseurs. Dès cette période, toutefois, la présence de Jean-François Guillot est apparue comme un frein à la construction d'un véritable projet industriel.

Entre cette première étape et l'audience du 17 juin, plusieurs investisseurs ont manifesté un intérêt sérieux pour entrer au capital de l'entreprise. Parmi eux figure notamment Mathieu Pigasse. Ces nouvelles perspectives ont conduit les administrateurs judiciaires et le mandataire judiciaire à accepter une prolongation de trois semaines de la période d'observation. Depuis, Jean-François Guillot a retiré son offre de reprise, ouvrant ainsi la voie à un nouveau projet. Malgré des délais extrêmement contraints, les investisseurs, les collectivités régionales et plusieurs cadres de Fibre Excellence se sont immédiatement remis au travail afin d'élaborer une offre de reprise plus solide, crédible et recevable devant le tribunal de commerce de Toulouse. Mais,

Dès cette période, toutefois, la présence de Jean-François Guillot est apparue comme un frein à la construction d'un véritable projet industriel.

depuis quelques jours, Jean-François Guillot a révélé son véritable objectif. Derrière les déclarations rassurantes, son projet apparaît désormais clairement : organiser la disparition des sites de Tarascon et de Saint-Gaudens, mais également compromettre toute perspective de relance de Chapelle Darblay, dont le projet industriel demeure aujourd'hui suspendu. Pour parvenir à ses fins, il multiplie les manœuvres d'obstruction et les procédés déloyaux afin d'empêcher l'aboutissement d'une offre de reprise pérenne pour l'ensemble du groupe. Dans quel but agit-il ainsi ? Est-il missionné pour défendre les intérêts d'Asia Pulp & Paper (APP) ? Refuse-t-il simplement que d'autres réussissent là où il a échoué ? Ou agit-il encore pour le compte de l'ancien actionnaire indonésien, dont la stratégie consiste à démanteler progressivement la production française et européenne de pâte à papier afin de renforcer la domination des productions venues d'Asie et du Brésil ? Ces questions méritent aujourd'hui d'être posées.

Une chose, en revanche, est certaine : NOUS NE LAISSERONS PAS FAIRE. NOUS NE LÂCHERONS RIEN.

L'ensemble des organisations de la CGT continuera de mettre toute son énergie au service de

la mobilisation des salarié-es, des élu-es, des collectivités territoriales et de la population afin de sauver les usines de Fibre Excellence, de préserver les emplois et de développer une filière stratégique au service de l'intérêt général.

Les derniers événements confirment ce que la CGT affirme depuis des mois : l'État doit désormais prendre ses responsabilités. Il est urgent qu'il mobilise tous les leviers politiques, économiques, industriels et institutionnels dont il dispose afin de placer sous protection les sites de Fibre Excellence et, au-delà, l'ensemble de la filière française du bois, de la pâte à papier et du papier. Laisser faire le marché, c'est accepter le démantèlement d'un savoir-faire industriel, de milliers d'emplois et d'une filière essentielle à notre souveraineté industrielle.

Les vautours ne prendront pas nos usines. •

